

## VILLEFRANCHE EN BEAUJOLAIS A LA FIN DE L'ANCIEN REGIME (1)

par Gérard CHAINE et Jacques LOISEAU.

## 1) Structures de la société caladoise.

L'autopsie de la société d'un petit centre urbain, situé dans l'orbite lyonnaise, répondait au désir de s'intéresser à l'ensemble des hommes et non pas seulement à ceux qui émergeaient de la foule anonyme par leur naissance, par leur richesse, ou leur place dans la hiérarchie sociale. A Villefranche-sur-Saône, notre recherche ne s'est pas bornée aux grands négociants, et aux Notables qui ne constituaient qu'une minorité, même si elle était souvent déterminante, mais à la totalité des conditions humaines, et plus particulièrement à la "vile populace", qui dominait par son nombre dans la cité.

Notre enquête régionale se situe à une période charnière dans l'histoire : 1750-1850, cent années qui auraient dû remodeler le visage social caladois hérité des débuts de l'absolutisme royal. La Révolution de 1789 nous sert de point d'appui pour déterminer si le bouleversement politique avait engendré des mutations au sein de la société.

Large chronologiquement, l'étude a été très étroite géographiquement. Elle s'est bornée à regarder vivre un groupe humain entassé à l'intérieur de puissantes fortifications héritées du Moyen Age et corsetant Villefranche. Le plat-pays environnant ne devait être évoqué qu'à propos des courants migratoires qui furent le moteur de la croissance urbaine de Villefranche durant toute la période.

Le toponyme de la cité, ne correspond pas à la réalité géographique. La ville n'est pas construite "sur Saône" mais à quelques kilomètres en retrait sur la rive droite de la rivière, et son emplacement explique en partie l'inexistence

---

(1) Gérard Chaine et Jacques Loiseau ont présenté en juin 1972 leurs mémoires de maîtrise : "Etude d'une société urbaine : Villefranche-sur-Saône (1750-1849)", devant un jury formé de MM. Garden et Garnier. Dans ce gros travail qui a obtenu la mention T.B., deux thèmes ont été dégagés pour fournir matière à cet article : l'apport purement démographique qui était tout aussi important.

du trafic du vin dans la capitale administrative du Beaujolais jusqu'à la construction du chemin de fer vers le milieu du XIXe siècle, vecteur du progrès économique. Quoi qu'il en soit, Villefranche avait bien d'autres atouts pour capter notre attention pendant une année ! .. Les sources ne font pas défaut. Néanmoins nous avons été contraints de circonscrire notre étude au seul aspect social. Les aspects démographiques, économiques et fonciers sont restés volontairement dans l'ombre, l'ampleur de la ville, 4000 habitants vers 1750 et plus de 8000 en 1851, conduisant à des choix sélectifs.

Notre enquête s'est appuyée sur deux sources devenues désormais classiques : les contrats notariés, fondamentaux pour l'histoire sociale, les actes de mariages, couchés sur les cahiers paroissiaux puis, à partir de 1792, sur l'Etat-Civil. Aucune remarque à faire sur ces documents de premier ordre sinon leur bonne tenue et conservation. D'une très grande richesse, ces documents nous permirent d'envisager l'origine géographique des nouveaux arrivants, la structure de la société et les rapports entre les différents groupes envisagés.

\*

\*

\*

N'importe quel groupement de personnes réalisé en milieu rural ou urbain ne correspond pas à une société monolithique. Celle-ci se décompose en différents groupes solidaires entre eux mais qui s'opposent les uns aux autres par leur niveau culturel, leur fortune, leur profession, ... Etudier une société, c'est avant tout déterminer quelles sont ses composantes, quelles sont ses classes sociales. L'histoire de la société caladoise n'échappe pas à cette réalité. La première démarche à entreprendre est donc de distinguer les différents groupes composant cette société afin d'établir un code socio-professionnel. Contrairement à ce que certains historiens pensaient, il n'y a pas si longtemps encore, il n'existe pas de code universel pouvant s'appliquer indifféremment à des grands centres urbains, à des villes de province ou bien encore à des communautés rurales. Essayer d'appliquer

des catégories prétendues universelles à Villefranche-sur-Saône, nous aurait conduit à masquer la réalité sociale de ce centre urbain, en éliminant de notre classement les éléments originaux qui distinguent la Calade des autres villes de la France.

Comme l'indique Melle Daumard, "deux facteurs primordiaux façonnent la physionomie sociale d'une localité : la profession ou la qualité de ses habitants, leur niveau de fortune". Ces deux éléments de classification ont conduit notre démarche, car on les trouve associés dans les contrats de mariage. En prenant la profession du mari comme révélatrice de la position sociale du couple en cumulant les apports de l'époux et ceux de l'épouse, il est possible de déterminer l'appartenance du ménage à tel ou tel groupe social. Notre classification s'est donc opérée à partir de ces deux réalités, sans omettre le degré d'alphabétisation des Caladois, prenant pour référence la présence ou l'absence de signature au bas des actes civils. Cet aspect culturel prend toute son importance au moment de l'étude des rapports entre ces différentes classes sociales.

Quatre groupes sociaux ont été définis à partir des renseignements tirés des contrats de mariage (Tableaux I et II).

Au bas de l'échelle sociale, le "menu peuple" groupe des Caladois aux activités professionnelles diverses, où les liens avec le monde rural l'emportent nettement. Les hommes exercent des professions variées, sans stabilité dans leur exercice : voiturier le matin, garçon de peine le soir, leur situation professionnelle change aux grés de la demande. Le manque total de qualification unit ce que les contrats appellent "petits propriétaires", "domestiques", ou bien encore "journaliers et manouvriers". Indispensables aux bonnes gens de Villefranche, ils viennent pour la plupart du plat pays d'alentour. Vivant au jour le jour avec les maigres salaires récoltés, le bas niveau de leur fortune forme un lien indiscutable entre ces éléments disparates. Monde de l'indigence, des faubourgs, de l'instabilité professionnelle, le "menu peuple" ne groupa jamais plus d'un dixième de la population. La Révolution améliora son sort, sans conduire ses éléments jusqu'au seuil de la stabilité professionnelle et de l'aisance matérielle.

La proportion du deuxième groupe social, appelé "milieux populaires" qui se partage en monde du textile et monde artisanal, est huit fois supérieure à la précédente. Ces deux catégories forment la véritable ossature numérique et économique de la capitale du Beaujolais. Bien que ce groupe rassemble plus de 80 % des contrats, il ne totalise environ que 35 % des apports, ceux-ci s'accroissant entre 1750 et le milieu du siècle suivant.

Le monde du textile regroupe dans les quartiers peuplés une pléthore de professions, avec le nombre considérable des tisserands ou tissiers, auxquels s'ajoutaient les teinturiers, les fileurs de coton et autres blanchisseurs... Les fabricants et les marchands, s'ils appartiennent à ce groupe, s'en dégagent par des fortunes légèrement supérieures à celles de leurs homologues. Au sein des quartiers textiles, où la vie semble rythmée par le bruit sec des métiers, ils constituent une petite aristocratie textile. Si ces derniers figurent parmi les Caladois de vieille souche, ce qui expliquerait en partie leur relative aisance, la majorité des "gens du textile" vient des montagnes beaujolaises, pays de vieille tradition textile. Des liens professionnels unissent ouvriers et marchands-fabricants, qui vivent ensemble dans les rues adjacentes à l'artère centrale. Avec ce groupe, le seuil de la sécurité est atteint et le minimum vital assuré confère à l'industrie textile un caractère durable.

Dans le monde hétéroclite des artisans, se mêle la pluralité des métiers urbains, du cordonnier au boucher en passant par les maçons, les boulangers, etc. Sous l'Ancien Régime, les distinctions sociales sont nettes. Quatre éléments s'en dégagent : compagnons, ouvriers et garçons correspondent à nos actuels salariés de l'industrie, les derniers étant plus près de la boutique que de l'atelier. Leurs fortunes sont de beaucoup inférieures à celles des maîtres-marchands dont la distinction est mal définie. La limite entre un maître-boulangier et un marchand boulangier relève plus du vocabulaire que d'une réalité précise. Ces "patrons", bien que vivant du profit et se distinguant en cela du groupe précédent, n'ont guère de points communs avec leurs homologues contemporains. Leurs ouvriers sont tout au plus une dizaine, souvent moins, et ils travaillent généralement avec eux. A un niveau de for-

tune sensiblement égal, les marchands ne semblent pas liés à un quelconque atelier. Ils se contentent de vendre et de tenir une boutique. Dernière composante, enfin, de ce monde artisanal, les travailleurs sans statuts, ceux pour qui les contrats de mariage et les registres paroissiaux ne mentionnent pas de qualification. Sont-ils des maîtres ou simplement des ouvriers ? Leurs fortunes assez basses les rapprocheraient plus de ces derniers. La Révolution française et la loi Le Chapelier bouleversent en 1791 la structure du monde artisanal. Maîtres et marchands disparaissent, tandis que le nombre des artisans sans statuts se gonfle.

L'origine géographique se conforme à la pluralité des corps de métiers. Aucune constante ne sous-tendait les mouvements migratoires des bouchers ou des bourreliers, mis à part, évidemment, les points de départ des compagnons maçons limousins.

Coiffant le tout, le monde des Notables concentre à peine 10 % des contrats mais totalise plus des 2/3 des fortunes au XVIIIe siècle et un peu moins de la moitié au XIXe siècle. Issue des centres urbains, cette minorité rassemble les oisifs (bourgeois au XVIIIe siècle, propriétaires rentiers au XIXe siècle), les professions libérales où dominent les hommes de lois, les officiers puis les fonctionnaires royaux, enfin les Négociants, les plus fortunés de la classe et de loin. Ceux-ci conservent les habitudes héritées des temps modernes en achetant des terres et plus particulièrement des vignes. Cette classe paraît encore, en 1849, plus routinière qu'entrepreneante, à la veille de la construction du chemin de fer. Leur culture contribue à renforcer la barrière qui existe entre eux et le reste de la population caladoise. Les instruments du pouvoir économique et de la culture leurs appartiennent. La Révolution nivelera ces prérogatives, mais, en 1850, elles demeurent : la porte qui conduit du bas de l'échelle sociale vers les marches les plus hautes, n'a été qu'entrebaillée.

## 2) Les relations sociales et l'alphabétisation.

Les mariages sont devenus depuis quelques années une source désormais classique pour l'étude de la société. Au début du siècle dernier, déjà, Tocqueville écrivait : "voulez-vous savoir si les castes, les idées, les habitudes créées chez un peuple y sont définitivement anéanties, considérez-y les mariages ; là seulement, vous trouverez ce trait décisif qui vous manque".

Le mariage, acte social implique la création d'une nouvelle unité de production et de consommation, il sous-tend intrinsèquement un tissu de relations entre deux individus et, à travers eux, de deux familles, de deux groupes sociaux. Le travail du sociologue et de l'historien de la société consiste alors à mesurer le phénomène, à le réduire en chiffres et en tableaux statistiques, afin de connaître les comportements de cette société et les relations existant entre les différentes catégories sociales.

Dans le cadre de Villefranche-sur-Saône, le problème peut se résumer ainsi : la société caladoise de 1750 à 1849 était-elle une société "ouverte" ou une société "fermée" et quelle fut son évolution ? Mais que l'on ne s'y trompe pas, envisagée sous un tel aspect, la question risque de rester sans réponse. Une société présuppose l'existence de groupes sociaux, de classes sociales qui par nature s'éloignent les unes des autres puisque leurs places à l'intérieur de cette société, leurs conditions de vie, leurs fortunes, leurs cultures et leurs aspirations sont différentes et parfois même opposées. Une société est donc toujours plus ou moins "ouverte", ou, mieux, plus ou moins "fermée". L'objet de notre étude était de déterminer les barrières sociales et mentales auxquelles se heurtaient les Caladois, mais aussi, sur cette période englobant la fin de l'Ancien Régime et le début de ce qu'il est convenu d'appeler "l'époque contemporaine", de nous demander si la Révolution avait pu contribuer à leur destruction ou à leur déplacement.

Les 5.000 actes de mariages mis en fiches, permettaient d'aborder l'étude avec un maximum de précision et un échantillon statistiquement valable.

Les renseignements bruts concernant la profession du mari, le cas échéant celle de sa femme, celle des parents et des témoins présents ont été traités sous trois formes différentes.

La première concernait l'horizon social des Caladois par l'intermédiaire du choix de leurs témoins. L'éventail des professions ainsi recueilli permettait de saisir le réseau des relations sociales de chaque groupe socio-professionnel.

En mettant en corrélation les catégories socio-professionnelles auxquelles appartenaient un père et son fils, il était possible de dégager l'existence ou l'absence de "promotion" ou d'ascension sociale d'une génération à l'autre.

Enfin le choix même du conjoint permettait de mesurer l'ampleur de l'endogamie sociale.

Notre étude a été menée d'une manière "classique" en séparant la fin de l'Ancien Régime (1750-1789), la période révolutionnaire et impériale (1790-1809) et l'époque contemporaine (1810-1849). Nous négligerons ici la période révolutionnaire et passerons sous silence certains éléments mineurs qu'affaiblirait l'absence de tout appareil statistique (Tableaux III et IV)

\*

\*

\*

La société de la fin de l'Ancien Régime était placée sous le signe d'une triple compartimentation. La première était évidente. Elle opposait les milieux aisés, les "notables", au reste de la société caladoise, les "milieux populaires". A l'intérieur de ceux-ci, les cloisonnements étaient nombreux. "Menu peuple", "monde du textile" et "monde artisanal" formaient trois domaines sociaux distincts, trois microcosmes où les passages et les relations de l'un à l'autre étaient exceptionnels. Il n'était pas rare qu'une barrière strictement professionnelle vienne se superposer à la précédente. Enfin, une barrière socio-économique opposait à l'intérieur de ces microcosmes, les "maîtres", les "marchands", ce que nous appellerions dans un vocabulaire contemporain les petits patrons, à leurs ouvriers, tisseurs "compagnons" ou "garçons". Les milieux aisés de Villefranche se

fermaient délibérément sur eux mêmes. 80 % des négociants, des "bourgeois" et des hommes de loi étaient issus de ces mêmes milieux. Le recrutement social du monde des notables s'effectuait en circuit fermé. A cet égard les négociants constituaient un groupe plus ouvert où la réussite économique et financière permettait à quelques fils de fabricants ou de boutiquiers de s'immiscer dans cette frange supérieure de la société.

L'étude quantitative du choix des conjoints est ici révélatrice du comportement social. Les mariages y sont mûrement pensés. Il s'agit ici de l'union raisonnée de deux familles, de deux fortunes où les marchandages financiers ne sont pas absents des actes notariés. L'homogamie était la règle absolue. Plus des deux tiers des mariages étaient conclus à l'intérieur du cercle étroit des notables. Il faut cependant remarquer que l'union avec un conjoint issu de la noblesse de Robe ou de la bourgeoisie des officiers était convoitée par les autres groupes constituant cette classe dominante. La moitié des "négociants" et des "bourgeois" et les deux tiers de leurs filles contractaient une union avec le monde de la Robe ou des offices. Il jouait un rôle pilote et était le pôle attractif du monde des notables.

La même fermeture se constatait, plus nuancée il est vrai, dans le choix des témoins. Certes, l'essentiel des témoins de ces "Familles" réunissait tout ce que Villefranche comportait de "Procureurs du Roy", de "Conseillers du Roy" et d'"Avocats au Parlement". Mais dans cette société d'Ordres, où le "grand" était censé protéger le "petit", il n'était pas rare qu'un notable fut le témoin d'un "maître", d'un "marchand", voire d'un simple "compagnon" ou d'un "tissier".

Les contacts entre la classe supérieure et les milieux populaires n'étaient pas inexistantes quand ils ne mettaient pas en jeu la position sociale et ne la compromettaient pas. Ils étaient limités aux niveaux des relations quotidiennes et du bon voisinage.

Face à cette classe dominante, comment se comportait le reste de la société caladoise ?

Laissons de côté le menu peuple dont la faible importance numérique



affaiblit les conclusions pour nous attacher aux "milieux populaires". Ceux-ci, en simplifiant, pouvaient, selon nos critères contemporains, se séparer en deux groupes sociaux. Au sommet, une frange rassemblait les petits patrons de la Fabrique, les "maitres-marchands", les boutiquiers. A la base, les ouvriers du textile et de l'artisanat. Les niveaux supérieurs étaient volontiers homogamiques. Plus de la moitié des "maitres-marchands" et des "fabricants" se mariaient avec des filles issues des mêmes milieux qu'eux. Les deux tiers étaient fils de maitres ou de "fabricants". Seul le choix des témoins laissaient un peu plus de latitude. Tout se passait comme si les petits patrons du textile et de l'artisanat cherchaient à s'ignorer mutuellement et à n'avoir d'autres relations que professionnelles avec leurs ouvriers respectifs.

Parmi ceux-ci, les "tisseurs" formaient un groupe socio-professionnel extrêmement fermé. 55 % d'entre eux se mariaient avec une fille de tisserand, 71 % de leurs témoins étaient eux-même tisserands. Les trois quarts avaient un père exerçant cette même activité. Ceci n'avait rien d'exceptionnel. A Beauvais, "sur 57 tisserands, 8 seulement n'avaient pas pour père un tisserand". Les contacts avec les ouvriers de l'artisanat étaient fort rares. A peine 20 % prenaient pour femme une fille issue du salariat artisanal. Moins du 5ème avaient pour père un artisan. Le comportement des ouvriers de l'artisanat était identique. Ici aussi se retrouvaient la même homogamie, le même recrutement et le même horizon social limités. Cette fermeture descendait parfois au niveau du métier : 75 % des boulangers et des bouchers, 93 % des tailleurs et 66 % des maçons reprenaient le métier de leurs pères.

Les milieux populaires se heurtaient ainsi à une double barrière sociale. Une première séparait nettement Artisanat et Textile. Leurs patrons s'ignoraient. Leurs deux salariats vivaient côte à côte sans se mêler. Les professions elles aussi cherchaient à s'individualiser. Un deuxième verrou laissait, dans chacun de ces groupes socio-professionnels, les ouvriers dans leur condition de salarié, face à des petits patrons jaloux de leurs privilèges et de leur position sociale. Toute promotion

sociale devenait ainsi impossible. Le "maitre-marchand" et le "fabricant" avaient peu de chance d'accéder au monde hermétiquement clos des notables, sauf si une fortune subite venait à leur échoir. L'ouvrier quant à lui, n'avait qu'une mince possibilité de devenir à son tour "fabricant" ou "maitre-marchand". Si 25 % des "garçons" se mariaient avec une fille de "maitre" et pouvaient, par ce biais, accéder à la maîtrise pour peu que le mariage se fit avec une fille unique, peut-on parler de promotion sociale dans la mesure où la quasi totalité d'entre eux étaient déjà fils de "maitre" et hériteraient du titre de leur père ?

La physionomie sociale de Villefranche-sur-Saône de 1750 à 1789, était celle d'une société cloisonnée où chacun avait dès sa naissance une place qui lui était échue et se harait à toute une série de barrières sociales qui s'entremêlaient en un réseau si serré qu'elles brisaient toute velléité d'ascension sociale.

\*

\*

\*

La Révolution de 1789 et l'épisode napoléonien ont-ils modifié les comportements de la société caladoise ?

L'apparition d'une classe moyenne de commerçants, de boutiquiers et de fonctionnaires atténue le contraste qui existait auparavant entre la classe dominante des "notables" et les "milieux populaires". La tendance, déjà perçue à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, s'affirmait. Un groupe charnière entre le peuple et les notables était en train de se développer. Un quart des négociants sont maintenant issus de cette classe nouvelle. Si l'endogamie sociale est toujours la règle, une proportion beaucoup plus forte de notables s'unit avec une fille de boutiquier ou d'employé (10 % pour les professions libérales, 12 % pour la bourgeoisie d'affaire et 30 % pour la bourgeoisie des oisifs). Dans cette classe dominante, où les "affaires" et le négoce ont remplacé le prestige de la Robe ou des Offices, une ouverture par le bas se dessine. Aussi remarquable soit-elle, cette ouverture est néanmoins timide. La plupart des notables Caladois restent attachés à leurs anciens comportements.

C'est sans doute dans les milieux populaires que les bouleversements révolutionnaires sont les plus importants. Le premier tient à la nature même des sources consultées. La disparition des corporations rend maintenant impossible l'étude du monde artisanal, en balayant, dans les textes officiels, toute distinction entre le "maitre" et son "compagnon". Le second bouleversement est de loin plus remarquable. La période révolutionnaire et impériale a supprimé le verrou entre le Textile et l'Artisanat. 40 % seulement des "tisseurs" ont un père qui tissait la toile alors que 35 % sont fils d'artisans. 23 % se marient avec une fille d'artisan et 22 % avec une fille de "tissier". La même ouverture se constate dans l'artisanat.

Dans la première moitié du XIXe siècle, les verrous sociaux qu'avaient imposés la société d'Ordre sautent progressivement. Il devient possible pour un fonctionnaire ou un commerçant ambitieux et fortuné de s'immiscer dans le monde des notables. Mais, surtout, le salariat du textile et celui de l'artisanat qui avaient vécu si longtemps en s'ignorant, entretiennent maintenant des liens de plus en plus étroits. En fait "l'ouverture" de la société caladoise de 1750 à 1849 est beaucoup plus une "ouverture" horizontale que verticale. Elle permet plus des relations entre des groupes sociaux situés au même niveau dans la hiérarchie de la société, qu'une réelle possibilité de promotion sociale.

\*

\*

\*

Afin de mieux connaître cette société caladoise, une étude sur la diffusion de la culture était indispensable. Mais le relevé systématique et le comptage des signatures ou de leurs absences aux bas des actes de mariages permettent-ils d'appréhender le comportement culturel d'une société ? Notre recherche s'est limitée au simple comptage des signatures à l'exception de toute distinction qualitative. (Tableau V) Ont-été considérées comme telles toutes formes de signes ayant un rapport plus ou moins proche avec le patronyme qu'elles étaient censées symboliser. Pour quelques signatures "bourgeoises" aux fioritures tourmentées et vaniteuses, com-

bien de Caladois, prenant la plume d'une main hésitante, traçaient au bas des actes une signature où les tâches se mêlaient aux lettres mal formées ! Combien aussi de vagues initiales où les lettres inversées et parfois même inventées, montraient que la "Culture" s'arrêtait à ces simples graffitis ! L'étude des signatures est plus la délimitation entre la culture et l'inculture qu'une étude sur la culture elle-même. Elle est plus une recherche sur l'analphabétisme que sur la vie et l'activité intellectuelles d'une société.

Les pourcentages des Caladois capables de signer leurs actes de mariages évoluent sur notre période, mais il est nécessaire de distinguer les femmes et les hommes. (Tableau V) Si pour ceux-ci, ils passaient de 59 % en 1750-1789, à 70 % en 1790-1809 et 75 % en 1810-1849, ils étaient pour les premières respectivement de 46 %, 55 %, et 63 %. L'écart culturel entre les deux sexes était fortement marqué. Les taux étaient légèrement inférieurs à ceux de Meulan et similaires pour l'Ancien Régime à ceux de Crulai.

Les Caladois nés à Villefranche faisaient figure de véritables privilégiés de la culture. Dès 1750, 70 % des hommes et 65 % des femmes pouvaient signer leurs actes de mariage. Il est vrai que la ville possédait un collège où la plupart d'entre eux avaient pu acquérir les rudiments d'un enseignement. Mais le fait le plus important ne fut pas tant cette faible proportion d'analphabètes parmi ceux qui étaient nés à Villefranche, que la diminution progressive de l'écart entre les deux sexes et sa disparition au milieu du XIXe siècle.

Face à ces privilégiés, les nouveaux habitants de Villefranche, issus dans leur majorité du monde rural avoisinant ou des montagnes beaujolaises faisaient bien piètre figure. De 1750 à 1789, la moitié des hommes étaient analphabètes et, parmi ceux qui savaient signer, certains le faisaient avec un tel manque d'assurance qu'on peut affirmer qu'ils ne savaient rien écrire d'autre. Dans la première moitié du XIXe siècle, un tiers déclaraient encore ne savoir signer. Quant aux femmes, leur situation intellectuelle était délibérément sacrifiée. A la fin de l'Ancien Régime, quatre sur cinq étaient analphabètes, dans la première moitié du

XIXe siècle, encore une sur deux ! Il y avait donc une profonde ségrégation culturelle entre les Caladois de souche et les immigrants. Dès le milieu du XVIIIe siècle, les premiers possédaient un minimum d'instruction dont les femmes n'étaient pas exclues. De plus cette ségrégation géographique se doublait d'une ségrégation sociale.

Le "menu peuple" était un monde de l'analphabétisme. De 1750 à 1789, un cultivateur ou un journalier sur cinq étaient capables de signer leurs actes de mariages. Un siècle plus tard, plus des deux tiers étaient encore analphabètes. Le niveau d'instruction des ouvriers du textile et de l'artisanat évolue considérablement sur notre période. Inférieur à la moyenne au XVIIIe siècle, où 40 % seulement des "tisseurs" et des ouvriers de l'artisanat pouvaient signer, il l'atteignait et la dépassait même au milieu du XIXe siècle où les taux passent à 73 % et 79 %. Cette alphabétisation évolue en fonction de la fortune. De 1750 à 1775, 32 % des tisserands possédant de 100 à 500 livres à leur mariage savaient signer, alors que le taux s'élevait à 79 % pour ceux dont la fortune dépassait les 1.000 livres. De 1825 à 1849, les pourcentages d'alphabétisés pour ces deux seuils sont respectivement de 64 % et de 91 %. Parmi les ouvriers de l'artisanat, l'instruction varie selon les professions. A la fin du XVIIIe siècle, si 42 % des boulangers et 40 % des bouchers pouvaient signer leur nom, les tailleurs le faisaient à 69 % et les cordonniers à 60%. Au XIXe siècle, ces différences s'estompent et, seuls, les ouvriers du bâtiment avaient un niveau d'instruction légèrement inférieur.

Quant aux petits patrons et aux boutiquiers, ils jouissaient, dès l'Ancien Régime, d'un taux d'analphabétisme très bas. Ils avaient possédé très tôt un minimum d'instruction leur permettant de régler quelques affaires et de tenir un vague livre de comptes. Originaires de Villefranche, pour la plupart, ils avaient pu apprendre à lire et à écrire sur les bancs du collège. Mais leur "Culture" devait se limiter au minimum indispensable à leurs activités ; il s'agissait en fait d'une sorte d'instruction professionnelle, où l'arithmétique élémentaire devait cotoyer les brochures bleues achetées au colporteur. L'étude des signatures ne peut

évidemment suffire à saisir la culture et la vie intellectuelle des notables Caladois. La quasi totalité d'entre eux apposaient au bas des actes de mariages des paragraphes imposants par leurs complications et leurs enchevêtrements. Pour mieux les connaître, il aurait fallu percer les secrets de leurs bibliothèques, quand ils en possédaient et mettre à jour les activités de l'Académie de Villefranche.

L'alphabétisation et la diffusion de la culture étaient donc placés à Villefranche sous le signe de la ségrégation ? Ségrégation entre les sexes, ségrégation entre les Caladois nés à Villefranche et les immigrants, ségrégation sociale enfin. La hiérarchie culturelle était calquée sur la hiérarchie sociale.

Aux notables, la culture ou son apparence, aux milieux populaires les rudiments nécessaires à la vie professionnelle, au menu peuple l'inculture et l'analphabétisme.

---

Tableau I

STRUCTURES SOCIALES ET FORTUNES A VILLEFRANCHE AU MILIEU DU XVIII<sup>e</sup> SIECLE.  
(1750 - 1775)

<u>Catégories socio-professionnelles</u>	<u>Nombre</u>	<u>% total</u>	<u>Fortune</u>	<u>%</u>	<u>apport moyen</u>
<u>I-LE MENU PEUPLE</u>	30	11,9	7.440	1,8	246
Les ruraux	4		1.160		290
Les domestiques	10		1.590		159
Les journaliers	12		4.330		360
sans profession	4		360		90
<u>II-LES MILIEUX POPULAIRES</u>	211	83,7	135.527	32,9	680
<u>Le monde du textile</u>	97	38,5	40.384	9,8	416
Les tisserands	82		26.138		318
autres salariés	10		5.246		524
Les fabricants	5		9.000		1.800
<u>Le monde artisanal</u>	107	42,4	91.393	22,1	854
Ouvriers/Compagnons	32		14.874		464
Sans statuts	29		12.598		434
Maîtres-Marchands	28		32.201		1.150
Marchands	18		31.720		1.762
Divers employés	7	2,8	3.750		468
<u>III-LE MONDE DES NOTABLES</u>	11	4,4	268.996	65,3	24.454
Les oisifs ("bourgeois")	3		61.996		20.665
bourgeoisie d'affaires	2		60.000		30.000
professions libérales	6		147.000		24.500
<b>TOTAL</b>	<b>252</b>	<b>100%</b>	<b>411.963</b>	<b>100</b>	<b>1.630</b>
			Livres		Livres

Tableau II

STRUCTURES SOCIALES ET FORTUNES A VILLEFRANCHE AU MILIEU DU XIX<sup>e</sup> SIECLE.  
( 1825 - 1849 )

-----					
Catégories					
<u>Socio-professionnelles</u>	<u>Nombre</u>	<u>% total</u>	<u>Fortunes</u>	<u>%</u>	<u>apport moyen</u>
<u>I-LE MENU PEUPLE</u>	29	10,4	48.770	5,5	1.681
Les ruraux	13		28.600		2.200
Les domestiques	3		6.730		2.263
Les journaliers	13		13.440		1.033
<u>II-LES MILIEUX POPULAIRES</u>	223	79,6	410.165	46,700	1.830
<u>Le monde du textile</u>	112	40	119.603	13,5	1.067
Les tisserands	66		57.006		863
Autres salariés	42		45.120		1.074
Les " fabricants "	4		17.477		4.369
<u>Le monde artisanal</u>	101	36	266.782	30	2.595
Ouvriers/Compagnons	34		57.320		1.685
Sans statuts	59		135.032		2.288
Maîtres/Marchands	-		-		-
Marchands	8		74.430		9.303
Divers employés	10	3,6	23.780	2,5	2.378
<u>III-LE MONDE DES NOTABLES</u>	28	10	431.730	48,5	15.418
Les cisifs	7		79.300		11.328
Bourgeoisie d'affaires	12		248.130		20.677
Professions libérales	9		104.300		11.566
TOTAL.....	280.....	100%.....	890.665.....	100%.....	3.180.....
			Francs		Francs



Sociologie des mariages à la fin de l'Ancien Régime  
(1750-1789)

Nombres bruts

QUALITE DU MARI	QUALITE DU PERE DE LA FEMME														
	nb de cas	ruraux	domestiques	petits métiers	tisserands	autres du textile	fabricants	compagnons	sans statuts	maîtres	boutiquiers	employés	oisifs	P. libérales	négociants
ruraux	5	3	0	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
domestiques	17	10	-	2	1	-	-	-	2	-	1	-	-	-	-
petits métiers	26	12	-	7	4	1	-	-	2	-	-	-	-	-	-
tisserands	129	23	-	4	71	1	2	-	17	4	6	1	-	-	-
autres ouvriers textile	16	2	-	3	3	1	1	-	4	-	2	-	-	-	-
fabricants	16	-	-	-	-	-	6	-	2	1	5	-	1	1	-
compagnons	51	15	1	5	6	-	1	-	8	14	-	-	-	1	-
sans statuts	87	17	-	7	11	-	2	-	24	14	8	2	-	1	5
maîtres	60	6	-	3	4	-	-	-	7	31	7	1	-	1	-
boutiquiers	23	2	-	-	2	-	-	-	1	2	12	-	1	2	-
employés	10	-	1	1	-	-	-	-	-	2	3	1	1	1	-
oisifs	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2	1
profession lib.	38	-	-	-	-	-	-	-	-	4	6	-	1	20	3
négociants	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	1	4	2
Total	491	90	2	31	105	4	12		67	73	52	5	6	34	10

Sociologie des mariages dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> Siècle  
(1810-1849)

Nombre brut

QUALITE DU MARI	QUALITE DU PERE DE LA FEMME														
	nb de cas	ruraux	domestiques	petits métiers	tisserands	autres ouv. textile	fabricants	compagnons	sans statuts	maîtres	boutiquiers	employés	oisifs	prof. libérales	négociants
ruraux	26	13	-	7	1	1	-	-	3	-	1	-	-	-	-
domestiques	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
petits métiers	18	7	-	4	1	2	-	-	4	-	-	-	-	-	-
tisserands	169	40	2	14	38	10	7	2	40	1	5	3	4	3	-
autres ouvriers textile	127	25	-	7	24	27	3	-	27	-	7	3	3	1	-
fabricants	16	-	-	-	-	-	7	-	3	1	2	-	3	-	-
compagnons	63	8	-	6	7	7	1	-	26	3	2	1	2	-	-
sans statuts	134	13	1	8	10	14	3	-	61	4	12	2	6	-	-
maîtres	9	3	-	-	-	1	-	-	2	-	1	-	2	-	-
boutiquiers	12	1	-	-	-	-	-	-	4	1	5	-	-	1	-
employés	31	1	-	-	1	1	2	-	10	2	2	1	7	2	2
oisifs	13	-	-	-	-	-	2	-	-	2	2	-	3	3	1
prof. libérales	20	-	-	-	-	-	2	-	-	-	2	-	9	6	1
négociants	42	2	-	-	-	1	3	-	2	1	5	-	12	5	11
Total	681	114	3	46	82	64	30	2	182	15	46	10	51	21	25

Tableau V

ALPHABETISATION DES HOMMES ET DES FEMMES A VILLEFRANCHE DE 1750 A 1849

	HOMMES			FEMMES		
	total	signent	%	total	signent	%
1750 - 1759	206	114	55%	248	105	41,6%
1760 - 1769	186	104	56%	226	100	44%
1770 - 1779	223	132	59%	298	143	48%
1780 - 1789	315	198	63%	389	183	47%
1790 - 1799	288	185	64%	360	169	47%
1800 - 1809	279	216	77%	358	229	64%
1810 - 1819	254	194	76%	347	232	66%
1820 - 1829	321	240	74%	423	261	62%
1830 - 1839	473	339	72%	575	342	60%
1840 - 1849	404	316	78%	526	335	64%